

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

**Présents**

Damien De Keyser, *Conseiller communal-Président* ;  
Benoît Cerexhe, *Bourgmestre* ;  
Caroline Lhoir, Alexandre Pirson, Françoise de Callatay-Herbiet, Antoine Bertrand, Carine Kolchory, Dominique Harmel, Gerda Postelmans, Helmut De Vos, *Échevins* ;  
Willem Draps, Philippe van Cranem, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Christine Sallé, Tanguy Verheyen, Aymeric de Lamotte, Christophe De Beukelaer, Georges Dallemagne, Cécile Vainsel, Etienne Dujardin, Laurent de Spirlet, Olivia Casterman, Marie Cruysmans, Muriel Godhaird, Jonathan de Patoul, Anne Delvaux de Fenffe, Juliette Siaens-Mahieu, Christiane Mekongo Ananga, Cathy Vaessen, Michel Naets, Sophie Busson, Danièle Van Crombrughe-Gruloos, Hatiana Martine LUWANA, *Conseillers communaux* ;  
Florence van Lamsweerde, *Secrétaire communale*.

**Excusé**

Alexia Bertrand, *Conseiller communal*.

**Séance du 19.12.23**

---

**#Objet : CC - Règlement-taxe relatif à la délivrance de permis d'environnement - Modification #**

---

Séance publique

**Taxes**

LE CONSEIL,

Vu le règlement-taxe relatif à la délivrance de permis d'environnement, voté par le Conseil communal en séance du 20.12.2022, devenu obligatoire en date du 26.12.2022, applicable pour la période du 01.01.2023 au 31.12.2025 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu l'ordonnance du 03.04.2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, modifiée le 12.02.2015 et le 17.12.2019 ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170 § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que tant la détermination de la matière imposable que des contribuables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

Considérant que le Conseil communal a jugé nécessaire d'imposer la délivrance de permis d'environnement visée par le présent règlement-taxe de manière à pouvoir se procurer des recettes additionnelles destinées à financer les dépenses d'utilité générale auxquelles la Commune doit faire face ;

Considérant que les taux sont dorénavant revus annuellement sur base de l'indice des prix à la consommation du Royaume ; que, après application du coefficient, le montant de la taxe doit être arrondi au multiple supérieur d'un euro ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE de modifier comme suit le règlement-taxe relatif à la délivrance de permis d'environnement :

**ASSIETTE DE L'IMPOT**

Article 1.-

Il est établi, pour la période du 01.01.2024 au 31.12.2025, une taxe communale visant les installations de classe 2 pour lesquelles une décision a été prise par le Collège des Bourgmestres et Echevins pour :

- l'exploitation de l'installation ;
- le déplacement de l'installation ;
- la remise en exploitation de l'installation dont les activités ont été interrompues pendant deux années consécutives ;
- la poursuite de l'exploitation de l'installation dont le permis d'environnement arrive à échéance ;
- la poursuite de l'exploitation de l'installation non soumise à permis d'environnement qui vient à être intégrée dans une classe ;
- la transformation ou l'extension d'une installation autorisée ;
- la remise en exploitation d'une installation détruite,

en application de l'ordonnance de 05.06.1997 relative aux permis d'environnement.

#### Article 2.-

La taxe relative à la délivrance de permis d'environnement est perçue au comptant.

#### **TAUX**

#### Article 3.-

Le taux de la taxe est fixé à 150,00 EUR par délivrance de permis d'environnement.

#### Article 4.-

Le taux de la taxe est ramené à 50,00 EUR si aucune suite favorable n'est donnée par le Collège des Bourgmestres et Echevins à la demande de permis d'environnement pour les installations dont question à l'article 1.

#### Article 5.-

Les articles 3 et 4 restent d'application lorsque la personne qui a introduit une demande de permis d'environnement ne donne aucune suite à sa démarche.

#### Article 6.-

Une taxe fixée à 50,00 EUR est exigée lors de l'introduction d'une déclaration pour des nouvelles installations de classe 3.

#### Article 7.-

Les taux de la taxe sont adaptés annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume.

Ceux de l'exercice d'imposition en cours sont calculés selon la formule suivante :

#### taux de base x nouvel indice

indice de base

Le taux de base est le montant initial spécifié dans le présent règlement-taxe.

L'indice de base est l'indice de novembre 2022.

Le nouvel indice est l'indice de novembre de l'année précédant l'exercice d'imposition.

Après application du coefficient, le montant est arrondi au multiple supérieur d'un euro.

#### **CONTRIBUABLE**

#### Article 8.-

La taxe est due par toute personne physique ou morale qui introduit soit une demande de permis d'environnement pour des installations de classe 2, soit une déclaration pour des installations de classe 3.

#### **EXONERATIONS**

#### Article 9.-

Sont exonérées de la taxe :

- les installations de classe 1A et 1B, dont le permis d'environnement est délivré par l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement (I.B.G.E.) ;
- les demandes introduites par une personne de droit public ;
- les demandes relatives à des installations d'utilité publique ;
- les installations tombant sous l'application de l'arrêté royal du 28.02.1963, portant règlement général de la protection de la population et des travailleurs contre le danger des radiations ionisantes.

#### Article 10.-

Les installations situées partiellement sur le territoire de la commune sont soumises à la présente taxe

communale spéciale.

Toutefois, il est établi en leur faveur un dégrèvement calculé de manière telle que la taxe due soit proportionnelle à la superficie des bâtiments sis sur le territoire de la commune, en comparaison de la surface totale.

## **RECOUVREMENT**

### Article 11.-

La taxe est payable dans les 15 jours de l'envoi de la demande de paiement.

Lorsque la perception ne peut être effectuée au comptant, la taxe est enrôlée et est immédiatement exigible.

### Article 12.-

A défaut de paiement intégral de la taxe, une sommation de payer la taxe due est envoyée au contribuable par recommandé.

Les frais de l'envoi recommandé sont à charge du redevable ou du codébiteur.

### Article 13.-

Il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôts sur les revenus au profit de l'Etat.

### Article 14.-

En cas de non-paiement dans les délais prescrits, des poursuites sont entamées par voie d'huissier de justice à la requête du Receveur communal par la remise d'un extrait du rôle mentionnant la date d'exécutoire de ce rôle et d'une copie de l'avertissement-extrait de rôle.

## **RECLAMATIONS**

### Article 15.-

La réclamation doit être introduite par écrit au Collège des Bourgmestre et Echevins et, sous peine de déchéance, être introduite dans un délai de 3 mois à compter soit de la date de la notification de la taxe, soit de la perception au comptant, soit du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Elle doit être signée et motivée par le contribuable ou son représentant.

Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

### Article 16.-

Un accusé de réception est adressé au contribuable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

### Article 17.-

Si le contribuable ou son représentant en a fait la demande expresse dans la réclamation, il est invité à être entendu lors d'une audition.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins ou toute personne désignée par celui-ci communique au contribuable et à son représentant la date de l'audition ainsi que les jours et heures auxquels le dossier peut être consulté. Cette communication est faite 15 jours calendrier au moins avant le jour de l'audition.

La présence à l'audition doit être confirmée par le contribuable ou son représentant au Collège des Bourgmestre et Echevins ou à la personne désignée par celui-ci, par écrit, au moins 7 jours calendrier avant le jour de l'audition.

### Article 18.-

Endéans un délai de 6 mois à compter de la date de réception de la réclamation, le Collège des Bourgmestre et Echevins statue par une décision motivée. Ce délai est prolongé de 3 mois si la taxe contestée a été opérée d'office.

La décision est notifiée, par lettre recommandée, au contribuable et à son représentant.

Cette lettre mentionne l'instance auprès de laquelle un recours peut être introduit ainsi que les délais et formes applicables.

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins est irrévocable si le recours n'a pas été introduit dans les délais auprès de l'instance compétente.

### Article 19.-

La décision prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins ou l'absence de décision dans les délais visés à l'article 18 ouvre le droit à un recours auprès du Tribunal de Première Instance de Bruxelles.

Le jugement du Tribunal de Première Instance est susceptible d'opposition ou d'appel.

L'arrêt de la Cour d'Appel peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation.

Les formes, délais ainsi que la procédure applicable à ces recours sont réglés comme en matière d'impôts d'Etat sur le revenu et sont valables pour toutes les parties en cause.

Article 20.-

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 03.04.2014 et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de ce Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables aux taxes communales.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.  
34 votants : 34 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

La Secrétaire communale,  
(s) Florence van Lamsweerde

Le Président,  
(s) Damien De Keyser

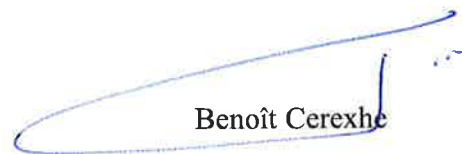
POUR EXTRAIT CONFORME  
Woluwe-Saint-Pierre, le 20 décembre 2023

La Secrétaire communale,



Florence van Lamsweerde

Le Bourgmestre,



Benoît Cerexhe

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

<b>Aanwezig</b>	Damien De Keyser, <i>Gemeenteraadslid-Voorzitter</i> ; Benoît Cereux, <i>Burgemeester</i> ; Caroline Lhoir, Alexandre Pirson, Françoise de Callatay-Herbiet, Antoine Bertrand, Carine Kolchory, Dominique Harmel, Gerda Postelmans, Helmut De Vos, <i>Schepenen</i> ; Willem Draps, Philippe van Cranem, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Christine Sallé, Tanguy Verheyen, Aymeric de Lamotte, Christophe De Beukelaer, Georges Dallemagne, Cécile Vainsel, Etienne Dujardin, Laurent de Spirlet, Olivia Casterman, Marie Cruysmans, Muriel Godhaird, Jonathan de Patoul, Anne Delvaux de Fenffe, Juliette Siaens-Mahieu, Christiane Mekongo Ananga, Cathy Vaessen, Michel Naets, Sophie Busson, Danièle Van Crombrughe-Gruloos, Hatiana Martine LUWANA, <i>Gemeenteraadsliden</i> ; Florence van Lamsweerde, <i>Gemeentesecretaris</i> .
<b>Verontschuldigd</b>	Alexia Bertrand, <i>Gemeenteraadslid</i> .

**Zitting van 19.12.23**

---

**#Onderwerp : GR - Belastingreglement betreffende de afgifte van milieuvergunningen - Wijziging #**

---

Openbare zitting

**Belastingen**

DE RAAD,

Gelet op het belastingreglement betreffende de afgifte van milieuvergunningen, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 20.12.2022, verbindend geworden op datum van 26.12.2022 toepasselijk voor de periode van 01.01.2023 tot 31.12.2025 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op het ordonnantie van 03.04.2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, gewijzigd op 12.02.2015 en op 17.12.2019 ;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente ;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170 § 4 van de Grondwet ; dat het haar toekomt in het kader van haar fiscale autonomie om de basissen en de grondslag te bepalen van de belastingen, waarvan zij de noodzakelijkheid bepaalt in functie van de behoeften waarin zij meent te moeten voorzien, onder de enige beperking opgelegd door de Grondwet, te weten de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen ; dat onder voorbehoud van de uitzonderingen bepaald door de wet, de gemeentelijke overheid onder het toezicht van de voogdijoverheid de basis kiest van de belastingen die ze heft ;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie alsook deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid ; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid, die zij uitoefent, rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften ;

Overwegende dat de Gemeenteraad het nuttig heeft geoordeeld de door dit belastingreglement beoogde afgifte van milieuvergunningen te belasten teneinde zich aanvullende inkomsten te verschaffen ter financiering van de uitgaven van algemeen nut waaraan de gemeente het hoofd dient te bieden ;

Overwegende dat de aanslagvoeten voortaan jaarlijks worden herzien op basis van de consumentenprijsindex van het Koninkrijk ; dat, na toepassing van die coëfficiënt, wordt het bedrag van de belasting afgerond naar het hogere veelvoud van één euro ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT het belastingreglement betreffende de afgifte van milieuvergunningen als volgt te wijzigen :

## GRONDSLAG VAN DE HEFFING

### Artikel 1.-

Er wordt, voor de periode van 01.01.2024 tot 31.12.2025, een gemeentebelasting geheven aangaande de installaties van klasse 2 waarvoor een beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen werd genomen voor :

- de uitbating van de installatie ;
- de verplaatsing van de installatie ;
- het hernemen van de uitbating van de installatie waarvan de activiteiten gedurende twee opeenvolgende jaren werden onderbroken ;
- het voortzetten van de uitbating van de installatie waarvan de milieuvergunning ten einde loopt ;
- het voortzetten van de uitbating van de installatie die niet aan een milieuvergunning onderworpen was en die in een klasse geïntegreerd werd ;
- de verbouwing of de uitbreiding van een toegelaten installatie ;
- het hernemen van de uitbating van een vernietigde installatie,

in toepassing van de verordening van 05.06.1997 betreffende de milieuvergunningen.

### Artikel 2.-

De belasting betreffende de afgifte van milieuvergunningen wordt contant geïnd.

## AANSLAGVOET

### Artikel 3.-

De aanslagvoet wordt vastgesteld op 150,00 EUR per afgifte van milieuvergunning.

### Artikel 4.-

De aanslagvoet wordt verlaagd tot 50,00 EUR indien het College van Burgemeester en Schepenen geen gunstig gevolg geeft aan de aanvraag van milieuvergunning voor de installaties waarvan sprake in artikel 1.

### Artikel 5.-

De artikels 3 en 4 blijven van toepassing indien de persoon die een aanvraag van milieuvergunning indient geen verder gevolg geeft aan zijn verzoek.

### Artikel 6.-

Een belasting op 50,00 EUR vastgesteld is geëist voor de invoering van een aangifte voor nieuwe installaties van klasse 3.

### Artikel 7.-

De aanslagvoeten van de belasting worden jaarlijks aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Koninkrijk.

Deze voor het lopende aanslagjaar worden berekend volgens de volgende formule :

basisaanslagvoet x nieuw indexcijfer

basisindexcijfer

De basisaanslagvoet is het initiële bedrag dat in onderhavig belastingreglement wordt vastgesteld.

De basisindex is de index voor november 2022.

De nieuwe index is de index voor november van het jaar voorafgaand aan het aanslagjaar.

Na toepassing van die coëfficiënt, wordt het bedrag afgerond naar het hogere veelvoud van één euro.

## BELASTINGPLICHTIGE

### Artikel 8.-

De belasting is verschuldigd door iedere natuurlijke of rechtspersoon die hetzij een aanvraag van een milieuvergunning voor installaties van klasse 2, hetzij een aangifte voor installaties van klasse 3 indient.

## VRIJSTELLINGEN

### Artikel 9.-

Zijn van de belasting vrijgesteld :

- de installaties van klasse 1A en 1B, waarvoor de milieuvergunning door het Brussels Instituut voor Milieubeheer (B.I.M.) wordt afgegeven ;
- de aanvragen door een publiek rechtspersoon ingediend ;
- de aanvragen betreffende installaties van openbaar nut ;
- de installaties vallend onder de toepassing van het koninklijk besluit van 28.02.1963, houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking en de werknemers tegen het gevaar van de

ioniserende stralingen.

#### Artikel 10.-

De installaties die gedeeltelijk op het grondgebied van de gemeente gelegen zijn, zijn onderworpen aan deze bijzondere gemeentebelasting. Voor hen wordt er echter een belastingvermindering voorzien, zodat de verschuldigde belasting evenredig is met de oppervlakte van de gebouwen gelegen op het grondgebied van de gemeente, in vergelijking met de totale oppervlakte.

#### **INVORDERING**

#### Artikel 11.-

De belasting moet worden betaald binnen 15 dagen na de verzending van de betalingsaanvraag. Als de contante inning niet mogelijk is, wordt de belasting een kohierbelasting die onmiddellijk opeisbaar is.

#### Artikel 12.-

Bij gebrek aan de volledige betaling van de belasting, wordt de belastingplichtige per aangetekende brief gedagvaard om de verschuldigde belasting te betalen.

De kosten van de aangetekende zending zijn ten laste van de schuldenaar of medeschuldenaar.

#### Artikel 13.-

De bepalingen betreffende de verwijlntresten inzake de Rijksbelastingen op de inkomsten zijn van toepassing.

#### Artikel 14.-

In geval van niet-betaling binnen de voorgeschreven termijnen wordt een vervolging ingesteld via een gerechtsdeurwaarder op verzoek van de Gemeenteontvanger door de overhandiging van een uittreksel uit het kohier met vermelding van de datum van uitvoerbaarverklaring van dit kohier en een kopie van het aanslagbiljet.

#### **BEZWAREN**

#### Artikel 15.-

Het bezwaar moet schriftelijk ingediend worden bij het College van Burgemeester en Schepenen en, op straffe van verval, moet worden ingediend binnen een termijn van 3 maanden te rekenen vanaf hetzij de datum van de kennisgeving van de belasting, hetzij de datum van de contante inning, hetzij de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Het moet ondertekend en gemotiveerd worden door de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Indien de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vermelden in het bezwaar.

#### Artikel 16.-

Een ontvangstmelding wordt gestuurd aan de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger binnen 15 kalenderdagen na de indiening van het bezwaarschrift.

#### Artikel 17.-

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger dat in het bezwaarschrift heeft gevraagd, zal hij worden uitgenodigd op een hoorzitting.

Het College van Burgemeester en Schepenen of elke persoon die het heeft aangesteld deelt aan de belastingplichtige en aan zijn vertegenwoordiger de datum van de hoorzitting mee, evenals de dagen en uren waarop het dossier geraadpleegd kan worden. Deze mededeling geschiedt ten minste 15 kalenderdagen vóór de dag van de hoorzitting.

De aanwezigheid op de hoorzitting moet door de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger aan het College van Burgemeester en Schepenen of de persoon die het heeft aangesteld, schriftelijk en ten minste 7 kalenderdagen vóór de dag van de hoorzitting bevestigd worden.

#### Artikel 18.-

Binnen een termijn van 6 maanden te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het bezwaarschrift, doet het College van Burgemeester en Schepenen uitspraak op basis van een met redenen omklede beslissing.

Deze termijn wordt met 3 maanden verlengd als de betwiste aanslag ambtshalve werd gevestigd.

De beslissing wordt per aangetekende brief meegedeeld aan de belastingplichtige en aan zijn vertegenwoordiger.

Deze brief vermeldt de instantie waarbij beroep kan worden ingesteld, evenals de ter zake geldende termijn en vormen.

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen is onherroepelijk wanneer het beroep niet

tijdig bij de bevoegde instantie is ingesteld.

Artikel 19.-

Tegen de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen of bij gebrek aan beslissing binnen de in artikel 18 bedoelde termijnen, kan beroep worden ingesteld bij de Rechtbank van Eerste Aanleg.

Het vonnis van de Rechtbank van Eerste Aanleg is vatbaar voor verzet of beroep.

Tegen het arrest van het Hof van Beroep kan cassatieberoep worden ingesteld.

De vormen, de termijnen en de procedure voor deze beroepen worden geregeld zoals inzake rijksinkomstenbelastingen en gelden voor alle betrokken partijen.

Artikel 20.-

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 03.04.2014 en voor alle aangelegenheden die niet door deze verordening worden geregeld, zijn de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en de artikels 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van dit Wetboek, voor zover zij niet specifiek betrekking hebben op de inkomstenbelastingen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of naar alle andere gewestelijke bepalingen met betrekking tot de lokale belastingen, van toepassing op de gemeentelijke belastingen.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Florence van Lamsweerde

De Voorzitter,  
(g) Damien De Keyser

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT  
Sint-Pieters-Woluwe, 20 december 2023

De Gemeentesecretaris,



Florence van Lamsweerde

De Burgemeester,



Benoît Cerexhe